

Entretien d'Europe  
n°63  
23 janvier 2012

« Il y a une forte conscience que la responsabilité de l'avenir de l'Europe et de l'Euro repose sur eux [la France et l'Allemagne]. »

Entretien avec Bernard de Montferrand, Ambassadeur de France à Berlin de 2007 à 2011.



Cet entretien paraît à l'occasion de la parution du dernier ouvrage de Bernard de Montferrand, *France Allemagne – L'heure de vérité*, co-écrit avec Jean-Louis Thiériot aux Éditions Tallandier, Paris, novembre 2011.

[Lire la suite](#)

**1. Le 22 janvier 2012, nous avons fêté le 49e anniversaire du traité de l'Élysée. Quel est votre point de vue sur le couple franco-allemand actuellement ? Selon vous, la crise économique a-t-elle rapproché la France et l'Allemagne ou, au contraire, a-t-elle éloigné l'une de l'autre ?**

La crise économique aurait pu faire exploser la relation franco-allemande. Au contraire, elle a apporté la démonstration que, plus que jamais, l'Europe attendait des solutions de Berlin et de Paris et qu'au jour le jour les deux capitales apportaient régulièrement les solutions. Qui d'autre d'ailleurs a pris l'initiative à leur place ? Dans les deux pays, chez les dirigeants comme dans l'opinion, - et les sondages récents de TNS Sofres continuent à le montrer-, il y a une forte conscience que la responsabilité de l'avenir de l'Europe et de l'Euro repose sur eux. Comme toujours le processus de décision franco-allemand est difficile, à la mesure des intérêts en jeu et de nos différences de sensibilités et d'intérêts. Beaucoup disent que les deux pays font systématiquement trop peu, trop tard, trop seuls. Pour ma part, je suis convaincu que lorsque le brouillard de la spéculation se sera levé on découvrira que sommet après sommet nous avons construit avec nos autres partenaires l'étage de la maison économique européenne qui manquait depuis dix ans. Si des Européens comme Kohl, Mitterrand ou Delors n'y avaient pas alors réussi, c'est parce que ce sujet touchait l'un des domaines les plus sensibles de la souveraineté.

Aujourd'hui, la crise et la volonté de nos dirigeants vont sans doute réussir à nous faire franchir l'étape majeure de la création d'un véritable gouvernement économique de l'Europe dont on voit se dessiner nettement les trois piliers majeurs : de nouvelles règles à respecter, des moyens grâce à un Fonds de soutien permanent, des institutions enfin avec un Eurogroupe doté de structures permanentes au niveau des chefs d'Etat comme des ministres des Finances.

**2. Dans votre livre, vous comparez les systèmes économiques et politiques allemand et français en disant que « la convergence [...] est à la fois une nécessité et une chance ». Qu'entendez-vous par « convergence » ? Est-elle vraiment possible malgré les différences de culture et de mentalité ? Percevez-vous déjà des résultats positifs ?**

Prenons deux exemples. D'abord la convergence progressive vers le gouvernement économique européen. Il y a trois ans l'Allemagne refusait sans détours toute organisation de « l'Eurogroupe » comme la création de tout fonds de soutien ou encore toute souplesse d'attitude de la BCE. Sur tous ces points, elle a fait de profonds mouvements. Même le sujet des Eurobonds n'est plus tabou à condition que ce soit en fin de processus. De son côté, la France s'est convertie à une culture de plus grande stabilité en remettant plus rapidement ses comptes en ordre.

Il y a trois ans aussi, on opposait la croissance allemande tirée par les exportations à celle française tirée

« Il y a une forte conscience que la responsabilité de l'avenir de l'Europe et de l'Euro repose sur eux [la France et l'Allemagne]. »

par la consommation intérieure. Or je constate que ces stratégies se sont rééquilibrées. Depuis deux ans, l'essentiel de la croissance allemande est tirée par la demande intérieure et nos voisins se préoccupent des bas salaires dans les services. En France, nous avons pris de nombreuses mesures pour renforcer notre compétitivité à l'exportation.

Plus généralement, dans le domaine des idées et des comportements nous nous sommes extraordinairement rapprochés malgré certaines « postures » idéologiques qui perdurent. A la sortie de la guerre, les deux pays étaient sur des positions totalement opposées. La France était interventionniste et protectionniste alors que l'Allemagne était libérale et libre échangiste. Nous vivons désormais ensemble les mêmes règles européennes.

Il reste que, depuis le début des années 2000, nous avons mené des politiques différentes. Priorité en Allemagne à la compétitivité et à l'emploi avec des réformes profondes, là où en France nous mettions au premier rang la consommation et le revenu en repoussant les échéances. Mais il s'agit de politiques réversibles, non de fatalités structurelles. Le mouvement de réforme engagé en France le montre.

**3. L'Allemagne a réussi à surmonter la crise, les chiffres économiques pour 2011 semblent en attester. Le regard des Français envers son voisin allemand a-t-il changé ? Constatez-vous une 'entrée en scène' plus fière qu'avant de l'Allemagne? Avez-vous l'impression que l'Allemagne s'affiche comme « premier de la classe » ?**

Connaissez-vous un premier de la classe qui ne soit pas fier de l'être surtout lorsqu'il a le sentiment d'avoir beaucoup travaillé et d'être revenu de très loin ? Rappelez-vous qu'au début des années 2000 l'Allemagne était l'homme malade de l'Europe. Il y a en Allemagne à la fois un sens très aigu de ses responsabilités en Europe et vis-à-vis de l'Euro et simultanément une certaine frilosité à l'idée de faire courir un risque à la bonne santé et à la richesse allemandes si chèrement acquises. Il y a aussi une volonté morale de punir les pécheurs qui n'est pas la meilleure conseillère. Oui à la solidarité disent-ils mais à la condition que chacun assume la responsabilité de ses actes et que des règles très précises soient fixées. Sinon c'est la porte ouverte au renouvellement en toute impunité des erreurs du passé, celles qui nous ont fait violer allègrement les

critères de Maastricht. L'Allemagne garante en dernier ressort de l'Euro pense avoir le droit pour elle d'exiger une discipline sans faille de ses voisins. Mais à vouloir un système parfait avec une certaine rigidité, on risque à chaque instant de laisser le feu gagner et de payer plus cher pour l'éteindre. Avoir davantage conscience de ce qu'elle a tiré et de ce qu'elle gagne de l'Euro amènerait l'Allemagne à faire preuve d'un peu plus de souplesse.

**4. Concernant l'Europe et la gestion de la crise, d'après vous, le couple franco-allemand est-il vu comme étant trop dominant par ses partenaires européens ? La France et l'Allemagne ont-elles pendant la gestion de la crise économique réussi à associer les autres pays, notamment la Pologne qui exerçait la présidence du Conseil, mais aussi des pays comme l'Italie et l'Espagne?**

Quand une crise très grave arrive, c'est toujours un petit groupe décidé qui prend naturellement le leadership. Pour prendre des décisions financières d'une ampleur jamais vue, seuls les chefs d'Etat ont la légitimité nécessaire. D'où une double critique : le duo franco-allemand joue trop personnel, les institutions communautaires sont marginalisées.

A cela il faut répondre qu'il n'y a pas un exemple depuis 40 ans d'une solution franco-allemande qui ait lésé un Etat membre, mais surtout que ces solutions ont toujours été ouvertes à tous ceux qui voulaient les compléter et les rejoindre. Nous sommes dans un système ouvert. Quant aux institutions communautaires, elles jouent toujours un rôle majeur. La BCE s'est affirmée dans la crise comme l'institution européenne la plus incontournable. Le Parlement européen pèse chaque jour plus lourd. La commission de son côté joue un rôle essentiel dans les nouveaux mécanismes du «gouvernement économique européen ». Si les relations franco-allemandes freinaient ou faisaient régresser l'Europe, il faudrait les critiquer. Elles sont à l'origine aujourd'hui comme souvent dans le passé de presque toutes les avancées européennes.

**5. Pour le 50e anniversaire du traité de l'Elysée en 2013, voyez-vous encore de nouveaux objectifs ou de nouveaux domaines pour une collaboration approfondie du couple franco-allemand ? si oui, lesquels ?**

La priorité est de continuer à dialoguer intensément comme nous le faisons depuis 1963. C'est la seule

« Il y a une forte conscience que la responsabilité de l'avenir de l'Europe et de l'Euro repose sur eux [la France et l'Allemagne]. »

manière de transformer nos différences en complémentarités. Ce dialogue doit porter sur les valeurs qui nous rapprochent comme le nouveau rôle que l'Etat devra trouver demain pour réaffirmer l'intérêt général face aux intérêts particuliers comme ceux des acteurs financiers.

Il est urgent de développer dans l'opinion un débat et une explication sur la crise et ce que nous sommes en train de faire. Car bien peu y comprennent quelque chose. C'est la condition pour que les citoyens s'intéressent à l'Europe.

Il faut également débattre de l'avenir et nous fixer des perspectives. Je crois à la nécessité de créer un « comité des sages franco-allemands » qui nous permettrait de partager un diagnostic commun sur la situation économique et nous obligerait à un vrai dialogue sur nos stratégies économiques. Ce dialogue est trop faible en Europe ce qui favorise les « déni de réalité » et donne trop peu de visibilité sur l'avenir.

Enfin tout doit être fait pour augmenter la compétitivité des entreprises européennes, garante de nos emplois et de la préservation de nos systèmes sociaux. Français et Allemands doivent s'unir non pas pour critiquer la Commission mais pour pousser ensemble des mesures concrètes. Chaque fois par exemple que des normes communes sont adoptées, c'est une aide

formidable à nos entreprises. Terminer le marché intérieur est une urgence. Complétons cela par des incitations efficaces en faveur des secteurs économiques de demain et en particulier pour que l'espace européen devienne le plus avancé du monde pour l'utilisation des technologies de l'information.



**Auteur : Bernard DE MONTFERRAND**

est diplomate et ancien ambassadeur de France en Allemagne (2007-2011). Né le 6 août 1945 à Caudéran (Gironde), Bernard de Montferrand était Consul Général à San Francisco (1985-1986) et ambassadeur de France à Singapour (1989-1993), aux Pays-Bas (1995-2000), en Inde (2000-2002) et au Japon (2003-2005). Il est l'auteur de nombreux ouvrages, parmi eux *Défendre l'Europe* (1999), *Diplomatie, des volontés françaises* (2006), et récemment *France-Allemagne, l'heure de vérité*, co-écrit avec J-L Thiériot (2011).

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :

[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.